

la voix des sans-papiers

bulletin du mouvement et des collectifs de lutte autonomes

NUMÉRO 15 • Jeudi 8 Décembre 2016 • 50 centimes

SOMMAIRE • page 3-8, AFRIQUE NOIRE : Il y a révolution et révolution • page 9-12, CALAIS LA «JUNGLE», L'ÉTAT D'URGENCE : Scènes de la guerre sociale : 15 septembre, l'État CRS (page 9) ; Calais, le coup d'État d'urgence (page 10)

LA NOUVELLE RÉVOLUTION AFRICAINE

Combien de mots, hier beaux et nobles – aujourd'hui galvaudés, au nom de la modernité politique et sociale et culturelle ! Mots chargés d'histoire et d'espoir d'avenir pour des générations entières d'hommes et de femmes, mots où, hier encore, on apercevait, on découvrait sur terre la vie libérée naissante – aujourd'hui mots au sens volé, sens dessus dessous, mis plus bas que terre. Liberté égalité fraternité, et justice, démocratie, socialisme, et... et il en est un, entre tous, devenu imprononçable, par pudeur, et c'est le mot révolution.

Révolution sociale et politique, monde à l'envers ! – Et les révolutions réellement advenues – ou vaincues ou expropriées, ou tournées en dérision, en contre-révolutions par le fait même de leurs forces vives et leurs acteurs majeurs, par la somme des actes « libérateurs » conscients et délibérés. Libération s'incarnant, à chaque fois, dans un nouvel et pire esclavage : embrigadements et carnages plus inouïs que tout ce qu'avaient jusque-là réservé aux masses opprimées la puissance et l'impuissance des États.

De révolution en révolution, les dominations et pouvoirs du monde moderne faisant système, fonction d'intellect agent global, ont appris à ne plus craindre ni révolutions ni révoltes, mais à en tirer parti les suscitant à l'occasion, pour se légitimer en les écrasant, pour s'exalter et exalter la guerre sociale, en l'érigeant en révolution vraie pour la conservation et expansion du monde existant. Et ceux qui, depuis, ont le mot toujours à la bouche, c'est dans leurs rangs, au cœur du fondamentalisme de la contemporanéité postmoderne, que l'on trouve d'abord l'exaltation passionnée du futur présent intemporel et du quotidien retour de l'avenir en acte, soleil levant sans fin. Dans le vide du temps présent réel, mythes et rites du monde postnouveau se célèbrent sur le vieil autel de l'adoration du veau d'or, du dieu mondain unique qui veut que tout change en permanence, pour que rien ne change jamais. C'est en sautant dans le train en marche de la sainte trinité sans cesse renouvelée, Capital-État-Révolution, de l'innovation technologique culturelle à venir et qui a lieu, et qui régénère les institutions du vieux monde lui-même et rénove la planète, que le train fera halte sans faute aux stations du bonheur et du salut des hommes.

Mais il arrive que, bon gré mal gré, il faut vaincre sa pudeur ou sa paresse – pour, entre autres nombreuses choses, se réapproprié aussi les mots et le sens des mots, et, par leur biais, prendre acte des bouleversements en cours. Toute bonne allégorie philosophique du temps, ancien ou non, d'ici ou de là-bas, a ceci de bon : qu'au coin du feu des mots dits ou écrits, une aveugle et antique créature finit bel et bien par paraître à l'œuvre : vieille taupe ou prétendue ironie de l'histoire. Sur son métier dérobé, la hideuse fileuse ourdit sa toile et son étoile, et, sur le vaste tissu étoilé au fil des jours, apparaît le tableau des vicissitudes humaines, leur marche au tournant, au cap où le cycle s'accomplit à la manière de la révolution d'un corps céleste autour de l'étoile. Ciseaux et fuseau de la divine ouvrière apparaissent

(suite p.2)

alors au grand jour, à l'œuvre, entre les mains noueuses des filandières du temps universel, et les Parques fabuleuses, plus anciennes et incréées que la nuit des temps, déroulent coupent et renouent les fils des heures et de la vie séculaire des hommes. L'histoire peut paraître (elle a souvent paru), du coup, à bout de souffle, revenir sur ses pas. Mais c'est pour rebondir. Délesté de son ouvrage antérieur aussi vieux et étendu que le monde, le métier de l'affreuse sorcière a repris haleine et reprend à ourdir sa toile – et l'histoire humaine son élan en avant. L'œuvre achevée est alors synonyme de début d'un cycle nouveau, et la révolution, bouleversante, est en cours, nouvelle et impossible.

Nouvelle, parce que, foncièrement, physiologiquement, différente. Révolution qui, dans les faits, sans la nommer, rappelle la révolution sociale entrevue en esprit par des socialistes du 19^e siècle (et par des communistes du siècle dernier) réfléchissant sur la misère des masses européennes, mais gommée, depuis, de l'histoire sociale, d'une part par le mythe du suffrage universel, qui se perpétue, et d'autre part par le mythe jacobin (qui se survit) de l'avant-garde sauveur suprême, de l'efficacité et qualité technique supérieures du pouvoir d'État révolutionnaire triomphant. Nouvelle car, à l'inverse, révolution de masse : sans commandants en chef, sans commandants tout court, sans grand timonier à la barre ; bouleversement anonyme, impersonnel, autonome, s'attaquant au colosse bifront (Capital-État) par en bas, par ses fondations d'argile et non par sa tête casquée, cuirassée, non tant au moyen d'actes d'une volonté héroïque concentrée et surhumaine que par des faits, à rayonnement diffus, du grand nombre, par les exigences de survie des grandes masses des misérables poussées par d'impérieuses nécessités humaines existentielles. Quantité devenant, de son propre mouvement, toute la qualité et rien que la qualité. De fond en comble.

Utopie ? chimère ? Chimère et utopie bien réalistes, bien ancrées dans le réel. Il suffit d'ôter le bandeau de ses yeux. Et de regarder, par exemple, la configuration du monde. Avant le partage colonial, unilatéralement décidé par l'Europe il y a 130 ans, la plupart des terres n'étaient pas divisées en États, c'est ce partage qui a décidé (fixé par deux guerres mondiales aussi sur le sol européen), et décide aujourd'hui plus qu'hier, du partage du monde entre États et du sort de la presque totalité des populations humaines, à tel point que ce ne sont pas les peuples qui légitiment les États, mais l'inverse. Prenez l'ONU. Un

peuple sans État n'y est pas, en tant que tel, reconnu : pour l'être il lui faut se constituer en État reconnu. C'est un comble inouï dans l'histoire humaine. Prenons maintenant l'Afrique, continent du colonialisme par excellence. La tendance n'y est pas qu'en germe, c'est une lame de fond, un mouvement tellurique de l'histoire contemporaine qui abolit, en Afrique noire, les frontières existantes, géographiques et mentales, héritage du colonialisme triomphant. L'écart entre légitimité étatique (onusienne) et réalité des populations jeunes est insurmontable et croissant.

Venons à l'Europe, où les migrants ne débarquent qu'en faible partie. Cette parcelle d'humanité souffrante, réfractaire à la raison des États, a suffi, par sa seule présence, à mettre en crise les bases de l'unité européenne et à arracher le masque d'un faux humanisme. Depuis, le vent de folie des nationalismes y souffle à nouveau, ce

pire fléau dévastateur de l'histoire de l'espèce humaine. Non contents des hécatombes sans fin en mer Méditerranée, les États européens préparent les conditions des holocaustes à venir, terrain d'élection des fortunes électorales de droite et de gauche. Les jeunes africains ne fuient pas seulement fams et misères, conflits armés et guerres économiques, ils fuient aussi les règles fixées par les anciens maîtres, ils fuient l'hétéronomie, l'absence d'autonomie. Même ici, ils sont, face à des sociétés vieillissantes, une forte jeunesse en révolution. Il faut donc les rayer du tableau de l'humanité, supprimer leur force en puissance, qui est de tenir dans le présent d'un seul pied, l'autre planté dans le sol de l'avenir : sol instable, mais autrement productif, potentiellement. Qu'ils perçoivent avec la lucidité de la volonté naissante et patiente. Car ils savent, dans le présent, faire spontanément la jonction entre hier et demain, hommes et femmes du présent plein et réel.

Il faut que nous tous nous unissions nos forces. La terre est à nous, c'est l'héritage de nos ancêtres. Il nous appartient de l'arracher à ceux qui veulent s'en emparer. Car souvenez-vous de ceci : « Que le roi prenne tes fils pour aller faire la guerre ailleurs, ta femme t'en donnera ; qu'il prenne ton troupeau, avec le temps tu finiras par l'oublier, mais qu'il s'approprie tes terres, c'est qu'il veut ta mort... et celui qui veut ta mort ne se soucie pas de tes peines. » (Sembene Ousmane, *Ô Pays, mon beau peuple !*, 1957)

Le mouvement d'une armée doit ressembler à l'eau qui coule. L'eau fuit les hauteurs et afflue en aval, une armée doit contourner les points forts de l'ennemi et atteindre ses points faibles. L'eau change son cours selon la configuration du terrain, ainsi l'homme de guerre obtient la victoire sur le champ de bataille en se conformant à la disposition des forces ennemies. L'eau qui coule a toujours des formes inconstantes, de même la tactique de guerre n'a jamais de modèle fixe. L'excellence de l'art consiste à briser la résistance de l'ennemi sans combattre. (Sun Tzu, *L'art de la guerre*, Chine, IV^e siècle A.C.)

À l'échelle mondiale, le problème humain par excellence... est aujourd'hui, plus que de quantité, de qualité de la production et de la productivité. C'est un problème..., plus encore que de rendement social des procédés de travail par rapport au travail humain vivant..., de redistribution planétaire et sectorielle des forces productives et de leur utilisation : donc entre autres de suppression de secteurs entiers de la production capitaliste la plus moderne ; restructuration drastique d'autres ; baisse importante, non seulement de la production totale, mais encore de la productivité globale. La « nécessité » du communisme, aujourd'hui, [est le] « besoin » d'une mutation radicale et accélérée des rapports sociaux de production planétaires, d'un renversement et contrôle planétaire social de l'énorme masse productive..., de son adéquation impérative aux besoins humains tels qu'ils sont aujourd'hui historiquement déterminés et définissables : à l'échelle mondiale. La dimension planétaire... générée par le réseau matériel des rapports sociaux de production étendu à toute la planète, par la situation de tous les hommes dans la dépendance vitale de ce réseau, donne la mesure de la violence inouïe et de classe, de la radicalité du renversement requis... Non seulement les individus, mais les collectivités, les populations entières dans leurs divisions et liens de classes, seront lourdement touchées quant à leurs moyens et modes de vie... Le capitalisme ne manque et ne manquera pas de jouer avant tout la carte de la production... : de la production et du particularisme, de la production et de la productivité du travail.

(Anonimo milanese, *Due note su Toni Negri* [deux notes sur...], 1985)

la Voix des sans-papiers, aussi sur d'autres sites dont mondialisme.org - rubrique vagabondages

Téléchargez, imprimez, diffusez
la Voix des sans-papiers

AUX LECTEURS

De grâce, ne sautez pas, à cause de sa longueur, le texte ci-contre (p. 2 suiv.). De l'écrire, ça nous a beaucoup appris. (La rédaction)

Il y a révolution et révolution

Cet article est le résultat d'une série d'entretiens de juillet-août 2016 avec Anzoumane Sissoko, porte-parole de la Coordination parisienne des sans-papiers (CSP75) et de la Coalition internationale des sans-papiers et migrants (CISPM). Par souci de brièveté, réponses, questions, dits et contredits, mises au point, ont été d'un commun accord fondus en un texte unique. Celui qui parle est, certes, Sissoko, mais aussi, pour ainsi dire, un nous d'une conscience africaine « d'en bas » plus étendue.

Nouvelle révolution africaine ? Ce sont là des mots qui réveillent en moi de lointains souvenirs, ce que m'en a dit mon père quand j'étais gamin. Je veux dire, les récits qu'il m'a faits d'une autre « révolution » ; je l'entends encore me raconter son expérience des luttes anticoloniales des années 1950.

Je suis né quand les colonies françaises ne portaient plus ce nom de colonies, toutefois pour les petits paysans des villages, ceux du moins de l'ouest du Mali, c'était tout comme, et même pire qu'avant. Et c'est encore pire aujourd'hui, et de beaucoup. Ceux qui étaient hier des paysans, vivant maigrement sans doute, mais pas dans le besoin – mais heureux de vivre ensemble, malgré tout, tant qu'il y en avait pour tout le monde –, eh bien ceux-là n'ont souvent même plus de quoi vivre, ce sont des indigents dépossédés de tout, même du travail de la terre de leurs ancêtres, même de cette fierté d'hommes libres et indépendants qui a fait braves et grands les peuples mandé dans le passé. Ils sont aujourd'hui ce qu'en France, en Europe, on appelle souvent des prolétaires, s'ils n'ont pour vivre que leurs bras à vendre, ou bien encore des sous-prolétaires, lorsqu'ils, comme chez nous, ne trouvent même pas d'acheteurs de bras à vil prix.

Du temps de la domination coloniale directe, mon petit village faisait partie de l'arrondissement de Dialafara. Pour expliquer ce que la perspective d'une nouvelle révolution africaine évoque en moi, tant par rapport au passé qu'au présent et à l'avenir, il faut d'abord dire un mot sur les changements administratifs et fiscaux intervenus chez nous au cours du XX^e siècle.

HIER

Jusqu'au début des années 1930, dans nos villages on ne savait rien de précis des rapports entre l'administration coloniale et l'ensemble des populations noires dont on faisait partie. Je dirais plus : on savait qu'il y avait, quelque part, les *Toubabs* dominateurs, ces hommes blancs, rois des rois, êtres supérieurs capables de tout faire, à part vaincre la mort. Mais on ne le savait que vaguement, car personne ne les avait jamais vus. Ils existaient, mais dans un lointain vague et mystérieux. Je crois que, comme tout ce qui est lointain et qu'on dit tout-puissant, ils étaient, dans la tête des gens, comme des espèces de créatures fabuleuses, presque irréelles, des extra-terrestres enveloppés d'un halo surnaturel qui inspirait la crainte et la peur. Il n'y a pas si longtemps, les mères se cachaient au fond des cases avec leur troupeau d'enfants si des Blancs venaient à passer dans un village de la brousse. Moi-même je n'ai vu mon premier Blanc que quand je suis allé à Kayes, la capitale de notre région, pour poursuivre mes études au lycée de la ville. C'est encore moi qui ai emmené une équipe de Parisiens dans mon village, pour tourner un film sur les migrants, c'était en 2005 et c'étaient, de mémoire d'homme, les premiers Blancs à en avoir foulé le sol.

Seulement au tournant des années 20 du siècle dernier, les villageois ont commencé à se rendre compte des rapports réels de colonisateurs à colonisés. C'est à peu près à cette date que l'administration coloniale a créé l'arrondissement [*commune, depuis 1996*] et remplacé l'ancien *mansa* (« roi » en français, mais le plus souvent, comme ici, il faudrait dire plutôt « roitelet », voire « chef local ») par un sous-préfet. Nommé par l'administration,

ce dernier n'était pas un Blanc mais un Noir collaborateur de la colonisation. Il jouait les intermédiaires pour beaucoup de choses et avant tout pour la collecte des impôts et taxes, qui à l'époque se payaient en nature et consistaient essentiellement en céréales (impôts) et en têtes de bétail (taxes).

Passé l'hivernage, lors des récoltes, la partie la meilleure, la « part du roi », constituait l'impôt annuel traditionnel dû par chaque famille. Les récoltes, en moyenne, n'étaient bonnes qu'une année sur deux : bonnes quand la pluie était abondante, mauvaises les années de sécheresse. La « part du roi » tenait compte plus ou moins de ces différences annuelles et aussi de l'éloignement des exploitations agricoles, pour le transport jusqu'à chez le *mansa*. Mais avec l'arrivée du sous-préfet, cette capitation [*impôt par tête*] surtout devint un véritable scandale : tous les « indigènes », pauvres et moins pauvres, furent logés à la même enseigne : tant de « têtes », dans une famille, tant d'impôt. Le montant total (impôts et taxes) ne cessa de doubler en saignant tout ce qui vivait, devenant cause de ruine certaine même pour des familles aisées, sans la solidarité traditionnelle des familles entre elles et des villages entre eux.

Puis, d'autres facteurs non moindres entraient aussi en jeu, et d'abord la progression de la sécheresse qui fit que la moyenne des bonnes récoltes tomba à une seule tous les trois ans. Et puis surtout l'accroissement démographique, avec une population de plus en plus jeune et non en mesure de travailler, en tout cas pas autant que des adultes. Cela, alors même que les hommes faits, en particulier les plus jeunes et vigoureux, étaient sans cesse réquisitionnés pour les travaux forcés, pour le portage de toute sorte de faix sur les sentiers de la brousse, et pour le large tribut de morts et disparus payé aux guerres des Blancs.

Le mécontentement et les doléances ne cessaient de croître d'année en année. Mais malgré la situation de misère croissante, pendant une bonne vingtaine d'années les villages ont pris leur mal en patience, avec la traditionnelle endurance des Africains face à l'adversité. Pendant tout ce temps, ils ont toujours tout fait, jusqu'à souffrir littéralement de la faim, grands et petits, pour s'acquitter des impôts et taxes demandés. Les choses ont commencé à changer au début des années 50, la situation devenant tout à fait insoutenable. Les jeunes gens (et de même les jeunes femmes et jusqu'aux enfants) étaient réquisitionnés à n'importe quel moment et pour n'importe quoi : de vrais esclaves ramassés dans les villages sous la menace des armes pour des corvées au gré des maîtres, même et surtout pendant la période des « vacances » scolaires, quand le travail des champs devenait le plus intense et la présence des jeunes indispensable pour assurer les cultures et les récoltes céréalières¹. C'est alors que les villageois commencèrent à changer d'attitude et les chefs des villages à se consulter entre eux pour décider une conduite commune, comment organiser ensemble la résistance à l'insatiable voracité d'impôts et de main d'œuvre gratuite de la part des Blancs et de leurs collaborateurs noirs.

HIER ET AUJOURD'HUI

Ce fut dans ces circonstances qu'entra en scène mon père devenu chef du village. Auparavant, il avait été déjà, pendant plusieurs années, le bras droit d'un oncle qui avait hérité cette fonction de mon grand-père, le précédent chef. Cet oncle était trop malade pour s'acquitter des obligations de fait le pouvoir, mais comme il le faisait au nom de l'oncle, il s'en tenait scrupuleusement à sa ligne de prudence connue. C'est pourquoi il n'avait pas été mobilisé comme les autres jeunes de son âge pendant la guerre : l'oncle avait énergiquement

remontré au sous-préfet qu'il lui était indispensable, les affaires du village exigeant sa présence sur place. Mais quand l'oncle vint à mourir et que mon père devint lui-même le chef en titre, alors son caractère fier et décidé ne tarda pas à se manifester au grand jour.

Les récoltes s'annonçaient mauvaises, les chefs des villages souhaitaient parler au sous-préfet d'une seule et ferme voix. S'étant consultés, mon père fut désigné porte-parole, et, le moment venu, il tint au représentant de l'autorité coloniale à peu près ce discours : *Les greniers sont vides, nos ventres affamés ; les cultures tombent en friche, faute de bras confisqués par le travail forcé ; la récolte est au pire, nos enfants et nos familles meurent de faim ; on ne peut pas nous demander de les mettre à mort en versant l'impôt des Blancs ; nous nous considérons tous dispensés de l'impôt, cette année ; moi en tout cas je ne l'acquitterai pas.*

Il y avait dans notre arrondissement un camp de soldats (noirs), et le sous-préfet (noir) n'hésitait pas à s'en servir pour lever les impôts et pour imposer la loi du travail forcé. C'était l'habileté de l'administration des Blancs, très peu nombreux face aux Noirs, de savoir en mettre un certain nombre à son service en leur créant de petites situations « privilégiées » au sein de la société coloniale, puis de les utiliser pour dominer la masse de la population. Il y eut des brutalités commises par cette troupe dans différents villages. Plusieurs plièrent l'échine, pris de peur, mais la plupart firent résistance. Mon père et les autres chefs récalcitrants furent arrêtés, amenés à Kéniéba, le chef-lieu du cercle, à une centaine de kilomètres. Au bout de trois ou quatre jours, les voilà de retour, en bon état de santé et d'esprit. Et la répression en demeura là. Dans les villages ce fut, en leur honneur, la fête et la joie. Cet épisode entra dans le patrimoine de la conscience collective, et aux mauvaises récoltes suivantes la résistance prit de l'essor, mais sans se transformer en révolte paysanne désespérée. Il était apparu que les chefs de village coopéraient, certes, eux aussi, au système colonial ; mais ils pouvaient le faire en adoptant une attitude de fermeté dans l'intérêt collectif des villages. Sans les chefs, comment les colonisateurs et leurs associés noirs auraient-ils pu seulement lever l'impôt ? Les chefs étaient des hommes précieux, à ménager, pour pouvoir pressurer les villages. Même aux plus récalcitrants, le pire qui leur était arrivé ce fut de faire deux ou trois jours de prison et une centaine de kilomètres à pied pour rentrer au bercail. Il fallait jouer là-dessus sans soulever de tragiques révoltes contre la levée des impôts, comme dans le passé, par temps de disette.

Notre arrondissement pouvait, à l'époque, compter six ou peut-être sept mille habitants, dispersés dans plus de 30 villages officiels (y compris le village chef-lieu de Dialafara) et une dizaine de hameaux rattachés, sur un territoire très vaste. Dans de telles conditions d'émiettement, face à la troupe coloniale armée, entraînée et unie, une résistance allant jusqu'à la révolte ouverte aurait été une folie, un suicide collectif. Je ne connais que par ce que j'en ai appris la situation générale dans les campagnes et dans les villes, et je m'en suis fait mon idée. (Mon père, lui, ne la connaissait pas : à l'époque il n'y avait ni radio ni journaux, on ne savait que les nouvelles rapportées par quelqu'un de passage, par un voisin, ou par le colonisateur). Or, si quelqu'un venait me dire qu'ailleurs dans la brousse la situation était foncièrement différente, j'aurais beaucoup de mal à le croire. Ce qui a manqué alors, à mon avis, c'est un travail de mise en relation, de liaison et de coordination des situations locales, travail nécessaire pour, au moins, séparer et désunir les forces armées ennemies, et pour, à un degré supérieur, faire faire un saut de conscience (conscience de sa force) au grand potentiel de lutte dispersé et inexploité en milieu rural, en pays malinké du moins : un saut

d'organisation et de formulation de revendications adaptées aux luttes particulières et générales. Que je sache, rien de notable ne fut fait à cet effet. Et...

Et j'apprends en ce moment que la France a aboli le travail forcé dans ses colonies après la deuxième guerre mondiale. Personne ne me l'a jamais dit, personne ne me l'a appris au lycée, et pareil mon père, personne ne lui a rien dit à l'époque. Bravo la France qui a officiellement aboli le travail forcé en 1946, et après?... A Dialafara il a été supprimé quarante ans après, en 1985. Je demande pardon, mais une petite digression personnelle s'impose, ce qu'on m'apprend est trop instructif sur la façon dont vont les choses chez nous.

C'est mon oncle, un ancien militaire affilié à l'UDPM [*Union démocratique du peuple malien*], le parti unique du président putschiste et dictateur Moussa Traoré, c'est cet oncle-là qui a supprimé chez nous le travail forcé. Ayant pris sa retraite, il était rentré au village, encore jeune. Il a mis longtemps, une dizaine d'années, à se réadapter. Mais quand il a bien vu et su comment ça marchait dans l'arrondissement, alors il a décidé d'intervenir en aide aux jeunes. Il s'est fait élire secrétaire de la jeunesse du parti (tous les jeunes étaient tenus d'y adhérer) et il en a convoqué l'assemblée générale où il a fait connaître sa volonté : *A partir d'aujourd'hui, diya kouwa baro bâto ! le travail forcé est supprimé !*

Ensuite, il y a eu les réunions avec les autorités, le sous-préfet, etc., et avec les gens dans les villages pour annoncer à tout le monde la bonne nouvelle. Rien d'écrit n'existe de cela ; et pourtant c'est la parole de mon oncle, dite en cette occasion, qui est toujours vivante et qui a fait depuis *la loi*, dans l'arrondissement et plus tard dans la commune, alors que la loi écrite promulguée à Paris (à Bamako, ça aurait été pareil) est restée lettre morte, ignorée de tous, dans les campagnes où le travail forcé était la norme. Celui qui ne comprend pas ça, ne comprendra jamais rien aux choses de chez nous.

Lors de cet événement, j'étais au lycée de Kayes et j'étais très étonné de voir que la famille chez qui je logeais en ville ne payait pas l'impôt comme au village, et que personne ne venait jamais commander le travail forcé aux deux grands gailards de fils, plus âgés que moi et qui avaient terminé leur scolarité depuis pas mal de temps. Je comprenais, sans pouvoir me l'expliquer, qu'il y avait, entre paysans et citadins, une très grande différence de traitement, et ça me choquait. Cela me touchait profondément, car les collégiens et lycéens étaient exemptés du travail forcé pendant l'année scolaire, mais dès la rentrée au village pour les vacances, ils en étaient les premiers frappés, c'était du moins mon cas. C'est dire combien, pour toutes ces raisons, quand je l'appris, je sus gré à mon oncle de sa prise de parole publique sur le ton bref et sans réplique du commandant habitué à donner des ordres aux soldats².

AUJOURD'HUI, RÉVOLUTION ANTICOLONIALE ?

Pendant la colonisation, dans les arrondissements ruraux, chefs et petits chefs et notables, anciens de familles nombreuses, ont fait une grave erreur : éviter de toutes les façons à leurs enfants et petits-enfants l'école des Blancs, en opposition à la volonté de ceux-ci. Il est facile de les condamner aujourd'hui, mais ils avaient en face d'eux quelque chose de nouveau, de jamais vu. De leur point d'observation des événements, ils ne pouvaient pas s'imaginer ce qui s'ensuivrait. Ils souhaitaient une éducation africaine pour leurs enfants, et que se perpétuent et croissent et revivent en eux notre culture, notre âme et notre esprit noirs. On ne doit pas les désavouer, il faut les comprendre. Mais il faut en même temps les critiquer sans hésitation, car c'est en les critiquant qu'on

comprendra ce qui est arrivé hier et ce qui arrive aujourd'hui, à cause d'hier. Cette critique nous aide aussi à ne pas refaire les mêmes ou de semblables erreurs.

Chez nous dans la brousse, cela se passait souvent ainsi. Le vieux allait se plaindre auprès du sous-préfet : *Ne m'enlève pas cet enfant, je suis vieux, il est toute ma vie ; sans lui, qui donc emmènera paître mes moutons ? ne m'ôte pas, je te prie, le lait frais qui me fait encore vivre, dans mes vieux jours !*

Quel Africain bien né pourrait jamais résister à une telle prière prononcée à genoux par un vieux sage ? Surtout s'il s'avère que le vieillard possède bien un troupeau. C'est comme ça que les bancs de l'école, désertés par les rejetons d'ancienne et bonne lignée, étaient occupés souvent, à la campagne, par ceux de classes considérées, à l'époque, inférieures : descendants d'esclaves et de « gens de caste » en voie de disparition lente, sous le colonisateur, ne possédant en général pas grand-chose et surtout pas de troupeau (ou de terre) pouvant justifier de semblables doléances et l'exonération de l'école pour les enfants. C'étaient donc, dans les villages, ces écoliers-là les plus nombreux et assidus à « faire les bancs », à apprendre à lire et à écrire. Dans les villages : là où résidait à peu près 95 % de la population de l'époque.

En dehors de Bamako et de quelques autres villes importantes, ces enfants d'anciens esclaves et d'anciennes castes formèrent ainsi, une fois adultes, une couche de nouveaux « lettrés », d'« intellectuels » de la brousse parmi lesquels (d'abord sous le colonisateur, ensuite sous la république indépendante), se recrutèrent les futurs petits et moyens « bourgeois d'État » locaux, dignes alliés de la grande « bourgeoisie d'État » de la capitale – tous pareillement « évolués », dressés à la française.

Aujourd'hui encore, dans la langue courante (en particulier pour certaines pratiques sociales traditionnelles, par exemple pour exprimer la persistance d'obligations de réciprocité), on emploie le mot « esclave ». Un frère à moi qui descend d'anciens esclaves de ma famille, personne normalement ne s'éton-

Il faut avoir vu ces travailleurs usés, squelettiques, couverts de plaies ... il faut avoir vu ces milliers d'hommes rassemblés pour le recrutement, tremblant de tout leur corps ... il faut avoir assisté à ces fuites éperdues... vers la brousse ; il faut avoir vu ces théories d'hommes, de femmes, de filles, défiler silencieux... les long des chemins qui mènent au chantier ; il faut avoir vu les transitaires, ces négriers modernes, les entasser sans ménagement dans les camions... comme des animaux ; il faut surtout avoir vécu, comme chef, ces scènes poignantes, déchirantes, des vieilles femmes vous réclamant leur fils, leur unique soutien, des orphelins leur père nourricier, des femmes chargées d'enfants leur homme, leur unique moyen d'existence, pour comprendre le drame du travail forcé.

(F. Houphouët-Boigny, *Discours à l'Assemblée nationale constituante*, mars 1946)

Houphouët-Boigny siégeait à l'Assemblée en tant que député de Côte-d'Ivoire, il fut rapporteur de la loi d'avril 1946 interdisant le travail forcé « de façon absolue dans les territoires d'outre-mer ». Il n'était pas seulement « chef » traditionnel africain, mais aussi richissime planteur. Il fut plusieurs fois ministre dans des gouvernements français. De 1960 à sa mort en 1993, il fut président de la Côte-d'Ivoire et « l'homme de la France en Afrique », l'architecte, avec le « monsieur Afrique » de l'Élysée, Foccart, de la « Françafrique », du vaste empire de la corruption (et de la répression politico-militaire) des dictatures et autres grandes criminalités d'État françafricaines. Dans son discours cité, il se présente comme le « défenseur... de ceux qui gémissent par milliers sur les routes, devant des gardes porteurs de chicotes, sur les plantations ou dans les coupes de bois... ». Là n'est pas la vérité vraie. Le travail forcé (au profit des seuls colons blancs) éloignait de la colonie française la main d'œuvre qui émigrerait clandestinement en masse dans la colonie anglaise voisine (Ghana actuel), où le travail était libre, au grand dam des intérêts économiques et sociaux des planteurs noirs ivoiriens dont Houphouët-Boigny était le représentant (président fondateur de leur officiel SAA, syndicat agricole africain). Par son discours prononcé à l'Assemblée devant eux, les autres députés africains ne pouvaient ignorer la situation de leurs propres paysanneries. Si la loi de 46 ne fut pas appliquée ailleurs comme en Côte-d'Ivoire, c'est qu'ailleurs les élites africaines avaient intérêt, elles, à la continuation du travail forcé. Voir article ci-contre.

nera en l'entendant désigner comme « mon *djon* » (esclave), ça n'implique pas d'inégalité des personnes, au contraire, ça exprime un lien social et moral fort. Si j'ai besoin de son aide, « mon *djon* » doit m'aider, bien sûr, et se mettre en quatre pour moi ; mais si c'est lui qui a besoin de moi, alors c'est moi qui deviens « son *djon* » et dois me mettre en quatre pour lui.

Mais il y a soixante, soixante-dix ans, le mot avait, de part et d'autre, de la part de l'« esclave » comme du « maître », une réalité encore socialement très marquée. La marque sociale subsistait dans les relations d'inégalité des sociétés noires : inégalité encore existante dans les coutumes et dans les idées, dans les relations de tous les jours, plus proches de celles d'avant la colonisation que de celles d'aujourd'hui.

Ces hommes nouveaux ayant goûté au pouvoir nouveau des Blancs, ces Noirs privilégiés en compétition pour davantage de miettes de ce pouvoir, connaissaient bien, à la différence de l'intelligentsia des villes, la situation difficile des campagnes où ils vivaient. Mais, revanchards à l'égard de leurs anciens et toujours fiers maîtres, loin de songer à de nouvelles formes de solidarité et d'entraide pour sortir ensemble de conditions d'exploitation devenues serviles pour la généralité du monde rural, ils étaient bien aises d'en profiter à leur tour et de s'enrichir sans vergogne sur le dos des villages, ainsi que les intellectuels citadins l'avaient fait avant eux et continuaient de le faire.

Imbus, comme ces derniers (formés, eux, à l'« école des otages », où les Français enfermaient et endoctrinaient les enfants des élites nobles), imbus des idées de l'occupant apprises à l'école, aveuglés par l'éclat de sa prétendue supériorité, dominés par une mentalité colonisée et mus par l'impulsion à imiter le dominateur en toutes choses, à vouloir s'affirmer ses égaux sur son propre terrain et dans le domaine culturel et politique, ils travaillèrent à tout sauf à l'extension, unification et actualisation de la poussée qui montait des campagnes. Ce ne fut pas tant une erreur qu'un choix politique délibéré.

Quoique confuse et ignorant tout de l'État, cette poussée était anti-étatique dans sa base et dans ses mobiles : en opposition intrinsèque à la perspective d'un « État-nation » à l'euro-péenne, en opposition à cet État que les intellectuels voulaient, par leur « nationalisme » d'importation, étranger à nos coutumes d'amitié et de fraternité, de mélange entre les peuples, imposer aux masses paysannes, pour mieux les exploiter. Le puissant mouvement de révolte qui, dans les années 50, montait de toute part de la société d'en bas fut ainsi laissé ignorant de lui-même, jugulé et fourvoyé par les « intellectuels du peuple », et se perdit dans les limbes. Les masses maliennes finirent assujetties à de nouveaux maîtres : dépossédées de leur révolution, une révolution qui, chez nous, n'eut pas lieu. Car, sans être d'abord sociale, elle n'était rien, pas même anticoloniale.

J'ai dit : étranger à nos coutumes. Mais j'aurais dû dire : étranger à nous-mêmes, tout simplement. Le Mali est souvent qualifié de « mosaïque d'ethnies », de vaste ensemble culturel de nations et de peuples. C'est le résultat de son histoire millénaire. Et de même nos voisins : pareillement croisements et creusets de peuples dans les immenses espaces, savanes et forêts, de l'ancien empire du Mali et des royaumes d'avant et d'après. Les gens malinké sont répartis surtout en Guinée et au Mali, mais aussi au Sénégal, en Gambie, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso... Quel intérêt les Malinké du Mali – et vice versa, de Guinée, du Sénégal, etc. – auraient-ils à traiter d'étrangers, puisqu'au-delà des frontières d'un État, leurs frères les plus proches ? Lors de la « décolonisation », les intellectuels et lettrés « anticoloniaux » ont su s'approprier à merveille la révo-

lution anticoloniale des paysans ignorants et crédules. À merveille : c'est-à-dire que non seulement ils n'ont pas recollé tant soit peu l'unité des peuples mise en pièces par les divisions administratives introduites par le colonisateur aux fins de sa domination ; ils ont su faire mieux : ils les ont pérennisées en les élevant au rang de frontières politiques entre États – au rang de divisions entre peuples frères devenus, du coup, légalement étrangers ; et même, en puissance, ennemis à l'avenir.

Du temps de la colonie déjà, les gens de noble lignée avaient appris à leurs dépens, au fil des ans, combien il en coûtait en pouvoir, en prestige et en richesse, en néant social, de ne pas avoir envoyé leurs enfants à l'école des Blancs. Aussi (qui tôt, qui tard, qui individuellement et qui à plusieurs après de longues discussions) pas mal en étaient venus à prendre l'initiative de changer d'attitude. L'origine sociale des élèves et, en moindre mesure, des enseignants avait de la sorte commencé à changer aussi ; mais le tournant remonte, je crois, au début du nouveau régime, à l'école devenue officiellement malienne, et sous l'impulsion au changement des temps nouveaux.

Ce fut alors que les nouveaux lettrés, produits à la fois de l'école coloniale et postcoloniale, arrivèrent aux postes de pouvoir dans les arrondissements ruraux. Et ceux qui, comme mon père, avaient espéré un virage à 180 degrés dans les rapports avec l'administration (espoir d'un partage équitable des fruits de la terre entre frères noirs) durent bientôt déchanter, à la suite des changements politiques à la tête de l'État. Cette entité nouvelle instaurée par les nouveaux gouvernants d'accord avec le colonisateur se révélait, d'année en année, non moins féroce que la domination de celui-ci. Tout aussi hostile aux paysans, attentatoire à leurs droits millénaires.

La politique agricole et le développement rural en Afrique ont été diversement pervertis par tous les aspects de l'héritage colonial. ... La [première] distorsion... est la tendance à privilégier excessivement les exportations. ... Cette distorsion date de l'époque coloniale ; ... elle a persisté ensuite, notamment parce qu'il fallait des devises pour importer d'autres produits. Dans le pire des cas, l'Afrique produit ce qu'elle ne consomme pas et consomme ce qu'elle ne produit pas. ...

La deuxième perversion est le parti pris urbain. ... C'est une politique qui subordonne les besoins de la population rurale aux exigences des citadins. ... Le système éducatif colonial... paraît presque avoir été conçu pour produire des inadaptés ruraux. ... Les Africains instruits nés dans les villages étaient irrésistiblement attirés par le mirage de la vie urbaine. C'est ainsi que l'école a été enrôlée dans la lutte contre l'agriculture africaine. ...

La troisième perversion de l'agriculture coloniale est liée au rôle de l'État. ... Les organismes semi-publics [offices de commercialisation] de produits agricoles ont paradoxalement prospéré à la fois sous les bureaucraties coloniales et dans le contexte des expériences postcoloniales, socialistes ou autres. ... Le cultivateur [en a] fait également les frais. ... C'est lui qui subventionne la bureaucratie – à l'inverse de ce qui se passe en Europe, où il est subventionné par l'État. ...

Quatrième grande perversion héritée de l'agriculture coloniale : le parti pris masculin. Traditionnellement, l'agriculture africaine était en grande partie l'affaire des femmes. ... Dans le cadre traditionnel, les femmes jouaient un rôle considérable dans la fixation de la valeur des produits... sur le marché local... des échanges et des marchandages traditionnels. Mais plusieurs transformations de type colonial ont contribué à modifier cet équilibre. ... Parmi ces facteurs... l'office de commercialisation, dont le personnel est en très grande majorité masculin. ... [Cet office a] marginalisé l'apport des femmes dans la fixation du prix des produits agricoles.

(M. Owusu, *L'agriculture et le développement rural*, dans *Histoire générale de l'Afrique*, VIII. *L'Afrique depuis 1935*, UNESCO, 1998, p. 341-44)

Le mot d'ordre de l'époque était : développement. Là-dessus, la philosophie du nouveau régime revenait, concrètement, aux pratiques de l'ancien, de l'administration coloniale. À savoir : l'essentiel de la production du coton et des arachides (entre 60 et 80% de la production agricole) devait, comme par le passé, constituer la source principale d'enrichissement du pays, la nouveauté étant dans le but « socialiste » de ces monocultures héritées : assurer, par ce « surplus » exportable, l'essor d'autres secteurs productifs et notamment de l'industrie nationale. Mon père ne doutait pas de la bonne volonté du pouvoir central, mais ce dernier semblait, dans son éloignement bamakois, ignorer les conditions sociales réelles et les rapports de pouvoir et de production sur place. L'État tout neuf, l'État « acheteur » de la production agricole exportable, cela se traduisait, sur le terrain, par l'intégration des nouveaux lettrés d'État au vaste système d'exploitation hérité et toujours là : par la continuation et renforcement de l'exploitation du travail paysan. Je crois que l'expression qui a été forgée, « bourgeoisie d'État », exprime l'idée de cet ensemble social hétérogène (éléments de toutes origines, anciens esclaves, anciens maîtres, gens de caste intermédiaires) formé par ces nouveaux maîtres s'ajoutant aux anciens, aux associés noirs du colonisateur toujours en place et toujours aussi activement éhontés, grâce à la force répressive de l'État qu'ils avaient localement entre les mains.

J'ai dit comment le travail forcé fut supprimé à Dialafara. Chez nous, on est majeur à quatorze ans. Et, dès notre quatorzième année, on nous envoyait les gendarmes ou les soldats : ce n'était pas pour des travaux d'utilité publique, c'était, la plupart du temps, pour travailler chez les particuliers. Fonctionnaires, instituteurs, enseignants, infirmiers, etc. : il fallait, pour tout ce nouveau monde de privilégiés, construire de belles cases, cultiver champs et jardins, s'occuper de leur bétail... Voilà les bénéficiaires du travail gratuit que les gendarmes venaient nous commander : les cadres et subalternes de l'administration d'État. Les maîtres esclavagistes d'autrefois avaient à nourrir et à loger leurs esclaves, nos bourgeois d'État pas. Que du bénéf. Garanti par la force armée nationale.

DEMAIN, QUELLE RÉVOLUTION ?

Les temps ont changé, le travail gratuit obligatoire n'existe plus. Au Mali on parle même de « nouvelle démocratie », avec déférence ou dérision, c'est selon. Mais les paysans, eux, ont toujours en face le même ennemi, qui les tient et ne les lâche pas. Pour faire comprendre concrètement ce que je vois comme nouvelle révolution africaine, je vais parler encore de Dialafara. Au pays et en Afrique tout le monde comprendra.

Nous les émigrés de Dialafara en France cotisons depuis longtemps pour financer des projets de développement de notre commune, des projets en partie réalisés, ou en cours ou à venir, basés sur le travail collectif des villages³. Nous avons fondé, à Paris, l'Association de la commune de Dialafara : parmi ses buts, celui de développer la pratique du travail en commun que nos aïeux nous ont léguée, de la valoriser en organisant par son moyen la production et la vie nouvelle de nos villages.

Notre commune compte aujourd'hui plus de 20 000 habitants, dont environ 10 000 jeunes entre 12 et 40 ans. L'éloignement, voire l'isolement de ses 36 villages font obstacle à la mise en valeur de cette grande richesse d'une force de travail dans la fleur de l'âge. On a donc mis sur pied une association sœur au pays, avec un réseau social inter-villages pour communiquer entre nous ; et, pour permettre aux jeunes de se connaître et de se rencontrer, de lier des rapports de collaboration et d'émulation, on a monté un tournoi de foot et invité

chaque village à aligner son équipe. Or voilà qu'un des nouveaux membres, prétextant sa qualité de fils du chef de village de Dialafara, prétendait exclure du tournoi les «étrangers», tous ceux qui, habitant la commune, n'y étaient pas nés. Après d'innombrables discussions, le type ne démordant pas, il s'est finalement exclu tout seul de l'association. Voilà à quoi il faut encore s'attendre chez nous, au jour d'aujourd'hui, et de la part d'un jeune ! Que cela nous serve au moins de leçon : il faut se méfier comme du diable de ces petits maîtres soucieux de faire passer avant tout leurs prétendus «droits», qui ne sont ni d'âge ni de maladie ni d'indigence, mais de simple lignage.

Pour repérer ces nouveaux ou anciens maîtres, ne cherchons pas loin, arrêtons-nous d'abord sur nos institutions les plus proches. L'ARKF (Association des ressortissants de Kéniéba en France) a travaillé et peiné pendant cinq ans pour organiser, en novembre 2011, le forum de Sitakily sur «*L'or de Kéniéba*», afin de dénoncer et tenter de faire, sinon cesser, du moins reculer son exploitation la plus sauvage : grave régression sociale et environnementale, expropriation des droits des habitants sur leurs terres, appauvrissement général causé par l'enrichissement de quelques-uns, multinationales étrangères et leurs valets maliens échelonnés du plus haut degré de l'État jusqu'au plus bas de l'échelle. La *Voix des sans-papiers*⁴ a publié alors un compte-rendu, j'invite les lecteurs à le lire : il est très instructif sur nos «élites» dirigeantes, on y voit comment elles identifient l'intérêt du pays à l'argent qui va ou non tomber dans leurs poches, et comment nous avons été noyautés de l'intérieur et volés de notre forum par un député de Kéniéba ; de plus j'y expose ce que sont les droits des villages concernant l'exploitation de l'or par les multinationales. Ici, je me borne à dire que la bureaucratie politique et administrative locale et ministérielle était présente au grand complet, avec à sa tête le préfet de Kéniéba qui a ouvert et dirigé les travaux de concert avec ledit député. Un *Rapport général* de la République du Mali a été publié en mai 2012 : on y faisait officiellement état de «*la mise en place du comité de suivi*» du forum (p.21). Rien n'a suivi. Tacitement tout a été laissé tomber à l'eau.

Avant de parler révolution, les Africains doivent au moins apprendre à dire non. Non, monsieur le maire ; non, monsieur le préfet ; non, monsieur le ministre ; non, monsieur le président ; non, monsieur l'État : vous vous trompez tous, tant que vous êtes, on ne paiera pas ! Depuis trente ans, dans les régions rurales on paie la *taxe pour le développement régional et local*. Un vrai scandale. Qui a jamais vu, à Dialafara, un développement quelconque, à part le peu (comme l'école et le collège de Monéa) réalisé à l'initiative et avec l'argent des sans-papiers et anciens sans-papiers de France ? Peu, par rapport au minimum nécessaire, mais en fait beaucoup, vu qu'il n'y a absolument rien d'autre. Déjà mon père de son vivant s'était plaint par écrit de cette taxe. Des manifestations de Maliens ont eu lieu devant le consulat du Mali à Paris encore récemment pour en demander l'abolition. Il y a quelques années, au moment du paiement des impôts et taxes, après les récoltes, un oncle à moi, chef de mon village, a dit non, ça suffit : le développement n'existe que dans vos poches, on ne paiera pas un développement inexistant. Les gendarmes sont venus. Mon oncle a appelé les jeunes, et ils étaient beaucoup plus nombreux que les gendarmes, les gendarmes ont détalé comme un seul lapin. Ne pas payer les impôts qui ne tombent que dans les poches des percepteurs et fonctionnaires n'est qu'un exemple, mais non secondaire.

Pour commencer à en finir avec cet ancien et nouveau monde de maîtres, gens en place à qui tout est permis parce qu'ils sont en mesure de s'octroyer eux-mêmes, sans contrôle, des droits à nous supérieurs, supérieurs au droit à la vie du commun des

hommes, il faut commencer par bien se mettre en tête ceci. L'État n'est, avant tout, qu'une fiction. Sa force est une fiction. Du moins chez nous. C'est une force quand elle peut se concentrer et frapper ici, puis là, contre des gens dispersés. Mais si c'est elle qui est dispersée et désunie, alors c'est une faiblesse et une infériorité face aux gens unis. Dire non, et mettre en liaison, coordonner tous les non, voilà qui fait prendre conscience de leur force aux uns, qui se croyaient faibles et inférieurs, et peur aux autres, qui se faisaient forts de la division des faibles.

Moi, ce qui m'étonne le plus, depuis plus de vingt ans que je suis en France, c'est la capacité, la folie lucide d'ici, de tout classer, diviser, désunir. Prenez les migrants. Dès qu'ils ont trouvé qu'il y en avait un de trop, tout de suite : bons et mauvais : «réfugiés» et «migrants économiques». Ces derniers, oust, rentrez chez vous ! Comme si ce n'étaient pas des êtres humains, comme si c'étaient des démons sortis de l'enfer. Du temps du colonialisme, le commun des Noirs, asservis, n'avaient pas le droit de venir en France. Aujourd'hui la France, l'Europe, disent en avoir fini avec le colonialisme et avec son esprit, et elles réintroduisent de fait la même prohibition. Le commun des Africains ne sont toujours pas, à leurs yeux, des humains libres sur l'ensemble de la planète. Alors je me dis : oui, nous les Africains, nous avons des traditions et un cœur différents ; oui, nous chez qui la fraternité est le premier des devoirs humains, chez qui abandonner un autre à son malheur et à sa solitude dans le malheur est la pire punition, nous n'avons pas à faire comme les Blancs, nous avons à être différents, nous avons à unir.

Il y a, dans nos cultures et dans nos traditions, beaucoup d'un univers révolu qui n'a plus raison d'être pour les jeunes générations. Mais il y a également des choses de notre patrimoine qui ne continuent pas seulement d'être au cœur de la vie de nos villages, qui peuvent aussi convenir à des gens d'ailleurs, moins accoutumés que nous à leur présence et efficacité de tous les jours. S'il n'en restait plus qu'une à sauver, parmi les coutumes de notre société villageoise traditionnelle, ce serait l'organisation du travail collectif par classes d'âge. Cette organisation vient en premier parce qu'elle est la force qui unit, qui transforme en force la faiblesse humaine. C'est par l'organisation de la vie sur la base du travail collectif que nos communautés villageoises ont survécu, et survivent encore, là où elles survivent. Mais les temps ont changé. Aujourd'hui il ne suffit plus de sauvegarder, il faut davantage pour sauver notre tradition de travail collectif : il faut la développer et lui trouver des formes nouvelles, évolutives. C'est notre idée. Ce capital humain est toujours présent, disponible, chez nous. Quand j'y vais, cela me reste longtemps sur le cœur de voir, dans des villages, des hommes en force assis oisifs, avachis devant leurs cases, alors que c'est en travaillant ensemble qu'on les fera renaître, nos villages, et qu'on les reverra florissants, s'épanouir à nouveau.

Organiser le travail collectivement par classes d'âge, cela a un double avantage, traditionnellement : d'efficacité participative et d'éducation. D'abord, c'est tout le village qui participe, tous sauf les infirmes et les malades, les vieillards et les tout petits : et c'est, avant la grande fête finale des récoltes, une fête quotidienne d'énergie et de bravoure, une fête continue qui fait que nos villages ne sont pas une somme d'individus, mais des corps collectifs soudés, solidaires et vivants. Chaque âge (selon le sexe) a des tâches spécifiques, à sa portée ; et les petits aussi ont à effectuer du vrai travail. Chaque groupe d'âge surveille le groupe au-dessous et en est responsable, et de même il est surveillé par ses aînés. L'effet de bon fonctionnement et d'obéissance générale est frappant, sans besoin de coercition : les enfants coopèrent et se surveillent en s'entraînant, et les

adultes peuvent (eux aussi d'après l'âge) s'appliquer entièrement aux travaux les plus lourds et difficiles.

Ensuite, ce mode de fonctionnement sert d'école d'initiation des enfants, c'est leur préparation à la vie sociale adulte. Les enfants travaillent, collaborent, et observent ce qui se fait autour, ils comprennent vite et surtout ils voient juste : ce qu'on attend d'eux et ce qui les attend, quand ce sera leur tour d'être « décideurs » dans le village. Ils connaissent admirablement bien, pour les avoir éprouvés longuement, les qualités et les défauts du système, ils apprennent à l'apprécier, à le critiquer quand il le faut, se préparent ainsi à le tenir en vie, à l'améliorer, à le faire évoluer, si nécessaire.

Encore aujourd'hui j'entends, à propos de l'Afrique et de ses populations rurales, parler de l'« analphabétisme » comme d'une plaie sociale et d'un stigmate d'infériorité. Mais depuis que je suis en France, je n'ai jamais entendu parler de l'analphabétisme social qui est pourtant la marque habituelle non tant des enfants que souvent des Français instruits d'âge adulte ; et qui en vérité, depuis la France et l'Europe, est en train de gagner l'Afrique, ou tout au moins ses « évoluées », ses élites, contribuant du coup à en faire à tous égards des élites inférieures. Je dis ceci, et personne ne pourra me taxer de passéisme, moi qui suis à l'origine du projet et de l'édification de l'école de Monéa pour que tous les enfants de mon village apprennent à lire et à écrire, eux aussi. Le défaut d'écriture n'a pas empêché les Africains noirs de développer, dans leur histoire séculaire, par la parole, des cultures aussi riches que celles des sociétés blanches, même si, il est vrai, différentes : capables, avant tout, de former et de transmettre de génération en génération, par la parole orale, une riche et multiforme expérience et mémoire collective. Et si, par malheur, l'esprit social survivant, mais mis à mal, des villages malinké venait un jour à se perdre (comme cela est arrivé trop de fois déjà à des peuples hier colonisés), j'avance que ce serait une perte pour l'esprit de l'humanité entière, une descente de plus sur la pente de la barbarie colonial-capitaliste de nos temps présents.

À Dialafara et dans les communes voisines, nous avons assez de terres en friche pour assurer, bon an mal an, en les exploitant en commun par des cultures vivrières, notre subsistance à tous, et en plus nous procurer, par les échanges entre villages et communes, les objets de la vie courante. Quand j'étais enfant, tout le monde mangeait à sa faim dans mon village ; à plus forte raison l'autosuffisance alimentaire est possible avec les moyens d'aujourd'hui. C'est sur sa base qu'on pourra faire des projets d'avenir pour nos villages et nos enfants. Mais pour asseoir cette autonomie vitale de manière à pouvoir la reproduire et développer année après année, il y a une condition : il faut s'attaquer au pouvoir de l'État. Il faut en finir avec cette course folle⁵ à l'argent pour avoir de quoi payer impôts et taxes, il faut savoir dire non ça suffit ! on ne paiera plus d'impôts injustes et illégitimes dont on ne voit jamais rien en retour. Puis quand les gendarmes viendront, il faut avoir le cœur au ventre et résister.

Nous le bas peuple des campagnes, nous avons à compter sur nos seules forces pour notre salut : sur les travaux des champs, en harmonie entre nous et loin de tout maître, loin de l'État. Notre seul argument est notre force de résistance. Elle est notre atout contre une servitude plus dure aujourd'hui qu'à l'époque coloniale. On parle beaucoup de « société civile », censée contrebalancer et même contrecarrer le pouvoir de l'État. Depuis que je milite pour la cause des sans-papiers en France, et chez nous, pour l'essor de nos villages, je n'ai entendu parler, je n'ai vu, coiffée de la casquette de « société civile », qu'une société d'en haut, main dans la main avec la société d'État. Mais il nous faut notre société civile à nous, *société d'en bas*. Et qu'elle prenne la parole, et prenne conscience de ses droits pour

agir, qu'elle s'organise sur la base de sa pleine autonomie.

Nos maîtres noirs d'aujourd'hui n'ont aucune légitimité, et de même l'État dont ils ont fait leur pré carré. Partout, c'est au nom de l'anticolonialisme que l'État a été mis en place en Afrique, au tournant des années 50 ; partout, c'est au nom de l'anticolonialisme que nos maîtres noirs d'hier ont occupé les places laissées vacantes par les Blancs, et que nos maîtres noirs d'aujourd'hui continuent de les occuper. Anticolonialisme ? La machine de l'administration coloniale a été prise telle quelle, sans changement, sauf l'ennoblir du nom d'« État indépendant », issu le plus souvent des accords avec le colonisateur. « *L'Afrique aux Africains* » ? L'africanisation a consisté en ceci : remplacer les peaux blanches par des masques noirs, à qui on a attribué les mêmes traitements astronomiques qu'aux fonctionnaires blancs. On a fabriqué de la sorte, d'un coup, une classe riche autochtone à la fortune indissolublement liée à l'exercice du pouvoir d'État, une classe « gouvernante » comblée, satisfaite d'elle-même et complaisante, catapultée à cent lieues au-dessus du commun des Noirs. Anticolonialistes ? Ces nouveaux riches noirs ont béni, continuent de bénir le colonialisme, voilà leur « révolution » ! L'acte de naissance de l'État, en Afrique, a été signé à l'encre de la trahison et de la corruption. Depuis, la politique « intérieure » a été partout la ruée vers les hauts postes de l'État, avec les luttes de pouvoir et de « clans », les trahisons et coups d'État que l'on sait. Et là où, d'aventure, on a tenté de faire autrement, le colonisateur a veillé, de main de maître (par la force des armes et le pouvoir économique), à faire régner à nouveau l'ordre colonial.

La chèvre broute là où elle est attachée, dit un proverbe de chez nous. La révolution africaine dont je rêve ? La grande faux paysanne de l'Afrique fauchant l'herbe et privant la chèvre de sa pâture ; faisant échec et mat les colonisateurs d'hier et d'aujourd'hui, noirs ou blancs, de l'extérieur et de l'intérieur.

NOTES

¹ Pour donner une idée de la dimension sociale du travail forcé durant la colonisation française, rapportons ce qu'en dit l'historien Babakar Fall (*Le travail forcé en Afrique occidentale française, 1900-1946*, Karthala, 1993) : « En AOF, c'est plus du tiers de la population active qui se trouve mobilisé par la coercition ». Cet « emploi de la main-d'œuvre forcée rappelle les conditions d'utilisation des esclaves dans les plantations au sud des USA du XVIII^e au XIX^e siècle... Mais alors que, dans le cas de l'esclavage, le maître assure le maintien et la reproduction de la force de travail, avec le travail forcé le système colonial surexploite l'indigène, tout en laissant sa subsistance partiellement à la charge des structures de l'économie domestique... [de] la communauté familiale fonctionnant comme unité de production. » Notons aussi le rapprochement implicite entre le rôle du travail forcé dans le développement capitaliste (accumulation primitive) des colonies françaises africaines et le rôle historique de la traite négrière transatlantique (travail esclave) dans le développement capitaliste des pays d'Occident : « ... Les paysans attachés à l'économie de subsistance se trouvent de fait insérés [par le travail forcé] dans la production de marchandises destinées à la vente. A ce titre, ils valorisent le capital et contribuent à l'élargissement de la production marchande dans la colonie. » (p. 301, 296, 297)

² Ce récit nous a été confirmé par la suite par Moussa, lui aussi ancien sans-papiers venu de Dialafara. De même âge et ami de Sissoko, il était parmi ces jeunes qu'en 1985 l'initiative de l'oncle délivra d'un asservissement avilissant, prolongement dans le présent (détesté) d'un passé récent profondément haï. A ce propos Moussa nous a dit entre autres : « *Le passé colonial, il est présent partout chez nous. Les impôts : davantage de personnes en famille, davantage d'impôts. Les parents déclarent un enfant au lieu de trois pour payer moins. Des hameaux entiers naissent dans la brousse, marqués nulle part. Inconnus à l'administration. Pareil aujourd'hui : combien d'habitants à Dialafara ? Combien au Mali ? Personne ne sait. Les chiffres, c'est du faux. Beaucoup en dessous du vrai. Les hameaux fantômes sont partout : en brousse, en ville, à Bamako. Chez nous, rien n'est écrit. Ou bien, si c'est écrit dans les registres d'état civil, l'écrit s'envole. C'est la magie de notre administration, son incurie notoire. La désorganisation organisée. C'est ça chez nous. L'esclavage ? il n'y a plus l'esclavage au Mali. Il y a partout les esclaves. Sissoko a raison : celui qui ne voit pas ça, il ne comprend rien de chez nous. »*

³ Voir la *Voix des sans-papiers*, n° 10, 6-2-2013, notamment p. 6-7, article *Le travail collectif, patrimoine de nos villages*. (en ligne)

⁴ *L'or de Kéniéba* (principale région aurifère du Mali) était le titre du n° 6 (« Spécial Mali »), 26-10-2011. Le *Bilan du Forum de Sitakilya* a été publié dans le n° 7, 6-2-2012, p. 11-12. (en ligne)

⁵ Avant tout la ruineuse course (« notre loto local ») à l'orpaillage « traditionnel » sauvage : voir la *Voix des sans-papiers*, n° 6 p. 8, n° 10 p. 7 (aussi responsabilité de l'État).

CALAIS LA « JUNGLE », L'ÉTAT D'URGENCE

Scènes de la guerre sociale 15 septembre, l'État CRS

L'évidence est là, dans Paris capitale. Depuis qu'en haut lieu, chef de l'État en premier, ils ont statué et martelé : « la France est en guerre », personne ni rien n'y échappe, et tout le monde y a droit. L'évidence occupe l'espace public et saute aux yeux de chacun, ça ne tient pas en place et ça sévit. Ça bondit étourdit assourdit, et s'y plie tout homme vivant non calfeutré chez soi à l'abri des rigueurs de l'évidence dehors, terreurs et foudres guerrières et autres farouches nationalismes électoraux.

État et gouvernement donnent à chacun, citoyen français ou simple mortel, le change : en lieu et place de leur état d'impuissance, le règne de l'état d'urgence ; et le signal et l'étendard de l'état de guerre interne permanent, argument d'autorité pour le troupeau bouche bée devant les pleins pouvoirs de l'État policier. Épreuve de force suprême : le corps social armé, sacré et total, l'absolu unique en procession et spectacle de rue, et plein la vue : l'incarnation du pouvoir public d'interdit et de punition des corps, tabou inviolable, de tous visible. L'inconnu connu. À fleur de peau.

Et tu as beau faire et dire : « Je n'y suis pour rien, je ne m'appelle pas Jacques Bonhomme comme tout le monde, je ne suis pas de ce bon peuple applaudisseur inapte à la pensée hormis par procuration ». Essaie pour voir, va donc le dire là dans la rue parmi ceux qui la sentent passer la main de l'évidence, de cette douce France de bleu marine vêtue de pied en cap. Et...

Et assez parlé, venons au fait. Au premier de nos matériaux divers et véridiques qu'on va rapporter ci-après pour mémoire du peuple de la Sociale humaine et parisienne. Un témoignage qui nous vient de loin, d'un camarade frais rentré à Paris après sept mois d'absence.

NOTE. Aux pages 9-12 était prévu un article sur la genèse de l'État, esquissée dès le numéro précédent, sur son développement et rôle historique et présent dans le corps politique et social, partie intégrante de tout discours sur « la révolution ». Mais l'État n'a de cesse d'attiser le feu de l'actualité, et elle nous rattrape à chaque fois. En consacrant ces quatre pages à l'état d'urgence, à Calais et à sa « Jungle » aux mille couleurs changeantes, aux dix-mille frères et sœurs migrants, nous ne sortons nullement du thème. L'article sur l'État est remis au prochain numéro.

« Je n'en croyais pas mes yeux !... Mais procédons par ordre, n'anticipons pas. Le départ de la manif « Non à la loi travail » était à 14 h, place de la Bastille. J'étais en retard d'une heure, je suis donc allé directement à République. Dans la grande place à peu près vide de monde, les voitures circulaient comme à l'ordinaire, signe que les manifestants étaient encore loin. Je suis parti à leur rencontre. Je ne me souviens pas avoir remarqué un dispositif policier important.

Le boulevard du Temple barré aux voitures était quasi désert. De rares piétons le traversaient au loin. On y voyait, tout le long des trottoirs, des rubans rouge et blanc reliant les troncs des rangées d'arbres, à droite et à gauche. Interdiction de stationner ?... Délimitation territoriale, plutôt. Pour marquer, en idée, l'espace permis, et contenir le flot des manifestants... j'en ai souri. Détail risible, typique de l'obsession administrative de tout maîtriser, canaliser, et notamment l'insaisissable et les foules et populations rebelles aux contrôles, et en endiguer les « débordements »... J'en étais là dans mes cogitations impromptues quand j'ai aperçu, au bout du boulevard, quelque chose, près de la tache verte du jardin du Cirque d'hiver, quelque chose d'indiscernable d'abord, pour ma vue faible. Mais, en m'approchant, j'ai vu qu'il y avait, au milieu de la chaussée, des dizaines de fourgons cellulaires en file par trois. Certains traînaient à la remorque des engins roulants.

J'étais étonné, révolté même, par cette démonstration de force, par un tel étalage de gros moyens et matériel de guerre sociale préventive et « dissuasive ». Mais j'étais loin de m'attendre à voir, passé le défilé des cars des CRS, non pas la tête du cortège, mais la piétaille CRS sur le pied de guerre. Et ça formait un mur épais, n'offrant (du côté boulevard d'où je venais) aucune brèche permettant d'apercevoir le front des manifestants. En plus de larges épaules et carapaces armées, d'une jeunesse au dos recourbé sous le poids du bât, je ne voyais, au-dessus de la forêt de casques, que quelques banderoles, drapeaux et gros ballons colorés suspendus en l'air, assez loin. Et j'entendais les slogans scandés sous les étendards flottants.

Par-devant le jardin, impossible de passer. Je me suis faufilé par derrière, dans la cohue qui était retenue là. Et, arrivé sur le boulevard des Filles-du-Calvaire, la première chose que j'ai vue a été, dansant dans le courant ascensionnel d'une bouche d'aération du métro, l'envolée de maints rubans

rouge et blanc : fixés, par un bout, aux barres de fer du trottoir, et mimant, par l'autre, des bras levés au ciel, tremblants dans l'effort suprême du passage de l'immobilité asservie à l'agitation aérienne de la délivrance. Puis, debout sur un banc, la deuxième chose vue a été le déploiement des CRS sur le boulevard.

Fermez les yeux, figurez-vous une grande tache d'encre, très grande. Grande comme un lac aux eaux sombres, et faisant face à une autre tache, multicolore et changeante, d'un pré en fleur remué par un vent frais. Figurez-vous le grand lac s'étirant, ayant déroulé déjà ses bras et ses eaux émissaires de manière à entourer le grand pré pour le submerger. Imaginez cela, et vous aurez entrevu la scène que j'ai vue de mes yeux, debout sur ce banc du boulevard.

Comme tout vétéran des luttes sociales, je ne saurais dire le nombre de manif à mon actif, au fil des ans de la vie passée. Eh bien, jamais je n'ai vu pareille armada policière. Pas même dans les rues et les places de l'Italie des « années de plomb », aux pires heures de la guerre civile opposant, il y a trente et quarante ans, le nouvel État « national » et les vieux « nationaux » néofascistes aux groupes de jeunes internationalistes de l'« autonomie ouvrière » et de la « lutte armée ».

La piétaille CRS avançait en crabe. Soit à reculons (le corps du crabe : en formation serrée, cohorte compacte, occupant toute la largeur de la chaussée, au dos des fourgons cellulaires, et face à face avec un bon millier de jeunes marchant en tête du cortège), soit de côté (les pinces du crabe : les deux flancs de la formation allongés à droite et à gauche des jeunes pris en étau jusqu'aux premières banderoles syndicales, quelque cent mètres en aval). « Marchant », c'est en fait beaucoup dire : tout le monde faisait du sur place en attendant que la masse de la piétaille CRS, par intervalles, reculât d'un ou deux mètres.

Dans les intervalles, chacun campait sur ses positions, n'avancant ni ne reculant ; mais ça bougeait dans les rangs de chaque camp. De mon point de vue surélevé, je voyais des flottements dans l'alignement interne des CRS, des mouvements, par exemple, de CRS munis de lance-grenades, changeant de place, visant des angles de tir rapprochés. Mais mon attention était attirée vers le camp adverse, bien autrement mouvant et aux mille couleurs : les quelque mille jeunes gens et jeunes filles, les mille étudiantes et étudiants – « casseurs » ? De leur pré sauvage, de leurs touffes de fleurs agitées au vent des danses et des chants, s'envolaient des pétales légers, des élytres s'entrouvraient, et des ailes pointaient faisant l'effet de fleurs multicolores qui venaient pirouetter sur le devant, et de

(Calais la « Jungle », l'État d'Urgence)

jeunes « pétroleuses » en fleur de voler et de rire et de danser follement, dans la zone neutre de séparation (une dizaine de mètres) sous le nez des CRS casqués, visières baissées.

Perché sur mon banc, pendant un quart d'heure j'ai tout observé attentivement ; et, durant ce temps, le cortège n'avait pas avancé de vingt pas. Puis quand, au gré des CRS, la manif a paru se mettre en branle, alors j'ai sauté à terre pour la parcourir, à mon habitude, dans sa longueur et m'en faire une idée, du nombre aussi bien que de la combativité. À une encablure de la Bastille, je n'en voyais pas encore la fin, lorsque, surgit de la foule devant moi, une mine affable et souriante de chère amie m'est apparue. Ah ça, mais ! depuis le temps !... J'ai donc fait demi-tour et on a fait ensemble la manif. À l'approche de République, un pan de fumée blanche flottait sur la place. Je souffre d'une affection de gorge, toute fumée m'indispose ; et elle aussi, ça ne lui valait rien les lacrymos. Nous avons rebroussé chemin ensemble, elle a pris le métro à Bastille, et moi, n'ayant pas vu mes amis sans-papiers, j'ai regagné la République.

Je ne me souviens pas avoir rencontré, en m'approchant de la place, des gens s'en revenant, en fin de manif, comme à l'ordinaire, banderoles et drapeaux enroulés sur les épaules. La place elle-même était entièrement vide, là où je m'attendais à trouver un grand nombre de pérorateurs de l'après-manif. Devant mes yeux se présentait un irréel tableau : place sans vie, ombres épaisses nettement découpées au sol, comme un drap mortuaire, surfaces verticales uniformes surplombantes en plein soleil, capitale « métaphysique » inhabitée, vidée de son peuple... Italie années vingt. Sauf, à chaque débouché de rue, des CRS et des cars de CRS à perte de vue. Et, commençant rue du Temple, une double et triple colonne de cars se perdant dans les entrailles du boulevard Saint-Martin.

Sauf que... qu'est-ce donc que ce pan d'ombre plus foncée, sous l'ombre des arbres qui sont au coin opposé de la place, début boulevard de Magenta ? Ça bouge ou ça bouge pas ?... Et si ça bouge, alors c'est un gros paquet tout de bleu marine vêtu, et – c'est qu'il est à l'œuvre. Je suis allé voir.

Une bonne centaine de CRS et de gendarmes étaient là, encerclant une centaine peut-être de jeunes, à l'angle de la place et des rues Léon-Jouaux et Beaurepaire. Je dis peut-être, car je n'arrivais pas à voir les deux rues et la placette qu'elles forment au coin de la grande place, l'écran de plusieurs rangs de dos de CRS s'interposait. Je n'apercevais qu'un groupe de jeunes à l'avant d'autres, repoussés du boulevard, dont j'entendais les cris. Seul le passage, sur une dizaine de mètres, séparant la rue Boulanger du boulevard où les CRS filtraient les passants, paraissait per-

mis. Devant, un groupe de badauds et de jeunes munis de caméras assistaient à l'affrontement...

Affrontement sans heurts, pour l'instant, à ce qu'on pouvait voir. Je suis revenu sur la place et me suis adossé, dans l'attente du dénouement, à la balustrade de la bouche de métro, 20-30 mètres en arrière des CRS. De petits groupes de jeunes se sont formés peu à peu, sur ma droite ; et des CRS sont venus leur ordonner de « vider la place ». Quelque chose allait se passer, c'était l'évidence.

À un jeune blondinet de CRS venu m'y inviter aussi, j'ai répondu : là où je suis, monsieur, je ne représente ni une menace ni un trouble à l'ordre public, c'est mon droit de voir ce que fait la police. Surgi je ne sais d'où, un grand Noir de CRS, à peine plus âgé, m'a craché : on ne discute pas, on dégage ! Et il m'a poussé si violemment qu'il m'aurait flanqué par terre, sans la balustrade à laquelle je me suis accroché. J'ai vu accourir un troisième CRS plus âgé, sans doute allait-il administrer à son subordonné ce qu'il méritait... Je n'ai pas eu le temps de faire ouf que le voilà se joindre aux deux autres pour me bousculer sur plusieurs mètres en me donnant des noms d'oiseaux. Je ne sais par quel miracle je n'ai pas perdu l'équilibre, mais, tout en répliquant au Noir dans le blanc des yeux : espèce de... ! j'ai vu du coin de l'œil plusieurs jeunes à mon côté. C'est leur présence qui a fait lâcher prise aux « gardiens de la paix » et de nos droits fort paisibles. Ils ont formé un cordon d'une dizaine d'hommes pour nous barrer le passage, et ils en sont restés là.

« Bavure » ?... C'était, au nom de la « légitime défense » sociale, la licence donnée d'agresser insulter tabasser (demain flinguer) quiconque et notamment la belle et « folle jeunesse », fleur d'avenir, et la « vieillisse au dos recourbé » (hélas !), l'âge vénérable au respect duquel surtout on est tenu d'éduquer de jeunes policiers « républicains » – car c'est leur nom : CRS, compagnie républicaine de sécurité.

Peu après, il y a eu, à l'angle de la place, comme une poussée en avant de la masse encerclante pour faire reculer les encerclés. C'est ce qui m'a décidé à faire le tour de la caserne Vélines pour rejoindre, par derrière, le groupe des jeunes, et voir de mes yeux. Savez-vous que cette « caserne de la République » (des versaillais) abritait, après la Commune, des milliers de gens d'armes fin prêts à s'abattre sur l'Est parisien prolétaire et séditionnel ? Savez-vous que le fronton de cette caserne des gardes républicains (corps spécialisé de gendarmes parisiens) exhibe une grosse tête de la République, parée, non des trois mots de propagande d'un vide espoir républicain, mais des emblèmes guerriers de ses actes réels, casque cuirasse et glaive ?

Au dos de l'immense bâtisse, en arrivant

dans la rue Jouaux, j'ai vu devant moi des jeunes courir, s'enfuyant de la rue Beaurepaire, dans toutes les directions. En haut de la rue, plusieurs dizaines résistaient aux charges des CRS. J'ai vu ceux-ci reculer, puis se ruer comme un seul homme, matraques levées. Ça a été la débandade. Ensuite, rue Dieu, le gros des jeunes a renversé et incendié les conteneurs à ordures, pendant que les CRS observaient depuis l'angle des deux rues. J'ai avancé tout le monde et me suis placé en haut de la passerelle piétonne sur le canal. Lorsqu'un peloton d'une vingtaine de CRS s'est détaché du reste, et qu'une chasse aux jeunes a commencé dans les rues du 10^e arrondissement, je les ai tous vus passer sur le pont en dessous : entre 50 et 60, les jeunes, puis le peloton distancé de 30-40 mètres, et enfin, une trentaine de personnes, jeunes la plupart, auxquelles je me suis joint.

Rue Alibert et après, les jeunes ont continué à renverser et vider les bacs à ordures sur la chaussée pour ralentir la poursuite des CRS. Un CRS un peu attardé, excédé par un conteneur de petite taille entre ses bottes, l'a relancé avec fureur contre le bas d'une vitrine : un rapide coup d'œil à la vitrine, au Carillon tout à côté, au Petit Cambodge en face, les deux bars-restos des attentats du 13 novembre, et me voilà largué de quelque cent mètres. Après la rue Bichat, quai de Jemmapes, un homme à terre, ensanglanté, secouru par deux personnes. Les jeunes, agiles, plus mobiles, prenaient de l'avance, puis s'arrêtaient narguer les CRS appesantis par leurs armes et hamachements. Rue Varlin, il y avait tant d'ordures sur la chaussée qu'on ne passait qu'en sautillant, deci, delà. Rue du Faubourg Saint-Martin, plus personne. J'ai demandé aux gens. Rue du Château Landon, j'ai vu les dos tourner à gauche, vers Magenta. Et, sur le pont de la rue La Fayette enjambant la gare de l'Est, j'ai évalué mon retard à 150-200 mètres. J'ai lâché, fatigué. En revenant, passé le canal, j'ai revu le blessé toujours à terre, secouru par le SAMU. »

Calais, le coup d'État d'urgence

De Paris à Calais, du droit sous la botte des CRS au droit de manif foulé aux pieds. Fin septembre et mi-octobre, appelées par la CISP (Coalition internationale des sans-papiers et migrants) et par la CSP75 (Coordination des sans-papiers de Paris), devaient se tenir à Calais deux manif internationales de soutien aux dix-mille de la « Jungle » menacés d'expulsion par le gouvernement. Ci-après, quelques matériaux pour mémoire du peuple. Et d'abord la voix du porte-parole de la CSP75-CISP :

La rigueur injuste et déplacée ne fait que des esclaves tremblants ou des rebelles.

(Baron d'Holbach, 1776)

Ce sont ici les plus simples notions du Droit public qu'il serait honteux au dernier Magistrat d'ignorer.

(Rousseau, 1764)

« Depuis février, toute manif concernant les migrants était interdite à Calais au nom de l'état d'urgence. Puis, début septembre, voilà le ministre de l'intérieur aller en personne à Calais apporter son soutien aux anti-migrants (routiers, entrepreneurs, commerçants, agriculteurs, syndicats...) et à leurs deux cortèges de camions et tracteurs avec blocage d'autoroute et chaîne humaine en ville, maire de droite en tête. Sans parler du chef de l'État accouru assurer que la jungle serait rasée, et ainsi soutenir le pré carré du FN. On a donc pensé que nous aussi on pourrait manifester. Pas du tout ! L'esprit des choses l'interdisait. Es-tu promigrants ? Dans ce cas, tu es un « risque de trouble à l'ordre public » et tu es exclu du droit de manif, cela malgré ton pacifisme et tes faibles forces et moyens. Mais si tu es contre les migrants, alors là changement de registre : en vertu de tes propos musclés, de tes gros moyens, et de ton bulletin de vote. Deux poids deux mesures : c'est la loi des libertés publiques que font régner en France, au nom du peuple et du droit, les pouvoirs publics.

Confiants, nous avons préparé (avec la participation de Solidaires et NPA) une manif au départ de la jungle pour le centre ville de Calais le 1^{er} octobre. Mais le matin du 28 septembre tombe l'arrêté préfectoral d'interdiction. Le 29, on présente un recours en référé au tribunal administratif, et le soir même commence ce que je n'hésiterai pas à appeler du harcèlement policier. Pour ne m'en tenir qu'aux faits, alors que j'étais en réunion pour décider que faire par rapport à cette manif, on m'a appelé au moins cinq fois du commissariat principal du 19^e, pour me notifier l'arrêté que j'avais reçu par mail. Comme je ne répondais pas, ils ont appelé le camarade de domiciliation de la CISPM, et, à 22 h passées,

ils m'ont rappelé quand j'étais déjà rentré chez moi en banlieue. Et ils prétendaient que j'aïlle tout de suite au commissariat ! Discussion. J'ai fini par leur dire que je passerais le lendemain entre 9h30 et 10h. J'étais juste arrivé, quand, coup de fil du greffe du TA de Lille : audience du référé à 16h. J'ai tout de suite réservé et me voilà en car pour Lille où j'ai exposé en détail au juge les raisons de notre manifestation de soutien aux migrants.

Le lendemain, 1^{er} octobre, jour de la manif (prévue à 14h), on était déjà partis de Paris (à 177), quand, vers 10h, un mail du TA me confirme la décision : rejet du référé. Nous poursuivons pour rendre visite à nos frères de la jungle, plus question de manif. Mais gendarmerie et police veillent. Après deux contrôles pressants, nos quatre bus sont enfin bloqués par la police sur une aire d'autoroute à 35 km de Calais. À 14h45, nous diffusons sur le net un communiqué signé par presque 40 associations européennes, dénonçant cette grave atteinte aux libertés et en particulier à la liberté de circulation.

Pour se faire une idée des pressions sur les organisateurs et les chauffeurs pour nous dissuader de poursuivre pour la jungle, j'invite à lire le récit de ce voyage interdit fait par notre camarade Martine Tessard, paru dans Club Mediapart. En voici un extrait : "La pression a alors débuté beaucoup plus fortement sur les chauffeurs, le nôtre s'est vu menacé d'une amende de 750 euros. Le chef de la police nous a signifié que nous devons faire demi-tour sinon les chauffeurs risquaient la garde à vue et le contrôle d'identité serait effectif pour chaque voyageur. Nous avions dans les bus de nombreux sans-papiers, migrants et réfugiés, et les nouvelles

de la jungle arrivaient par téléphone : nos camarades subissaient une répression comme jamais avec les grenades lacrymogènes et les canons à eau. La décision fut finalement prise collectivement de ne pas mettre en danger les chauffeurs et de ne faire courir aucun risque aux personnes sans titre de séjour. Nous fûmes escortés par la police jusqu'à l'entrée en Île-de-France. Vers 21h, les cars nous déposaient porte de la Chapelle."

La CISPM a ensuite appelé à se rassembler place d'Armes à Calais le 14 octobre. Même ce simple rassemblement a été interdit, comme la manif du 1^{er}, par la préfecture et le TA, à qui la coalition avait produit, cette fois, un référé remarquable par rigueur et force d'argumentation. Mais il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Le 14, on s'est déplacés en une seule voiture, et, en réunion avec d'autres camarades, une journée transnationale de manifestations a été décidée le 24 octobre, jour de la mort annoncée de la jungle. Calais était une ville en état de siège, m'a-t-on dit, militaire et médiatique à la fois. »

Notes prises par une camarade de la CISPM (13 et 14 octobre) :

« Aujourd'hui j'étais à Calais, j'apprends qu'une partie des bus et des trains sont supprimés en direction ou au départ de Calais. Dans une agence de bus on m'informe que les trajets sont annulés pour freiner les déplacements à Calais à cause du démantèlement. En plus, on décide de retirer toutes les prises en gare pour charger les portables (migrants). Sans parler des défilés de policiers autour de la gare. Je suis scandalisée : on se bat contre qui ? A cause de ces annulations je me suis retrouvée coincée trois heures en gare de Calais. La journée a été très dure. Très dur le jugement pour les associations qui demandent

Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai ! il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures... parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures... Les races supérieures ont des devoirs [qui] ont été souvent méconnus dans l'histoire des siècles précédents... Quand les soldats et les explorateurs espagnols introduisaient l'esclavage dans l'Amérique centrale, ils n'accomplissaient pas leur devoir d'hommes de race supérieure. Mais, de nos jours [les jours de la partition de l'Afrique décidée à la conférence de Berlin, 1884-85], je soutiens que les nations européennes s'acquittent avec largueur, avec grandeur et honnêteté, de ce devoir supérieur de civilisation.

(Jules Ferry, Discours à la chambre des députés, 28 juillet 1885)

Mais non, qu'on nous dit, la France n'est plus un pays colonialiste, son esprit colonialiste a vécu. Mais, de grâce, pourquoi alors ceci ? Pas une ville, pas un gros bourg, une bourgade de France qui n'ait, de nos jours, son grand lycée, sa petite école, place, boulevard, grande rue, dédiés (ainsi qu'à d'autres illustres colonialistes civilisateurs) à ce « père de l'école publique laïque obligatoire », de la « république des libertés et des droits sociaux », que fut Jules Ferry, selon l'enseignement officiel de l'histoire de France ? Rien qu'à Paris, le lycée Jules-Ferry, 9^e arrondissement, le boulevard Jules-Ferry, 11^e, et... et on en passe.

Le grand homme ne fut pas seulement un théoricien du colonialisme blanc pur et dur, au nom du racisme d'État français et européen, laïque et chrétien. Il en fut d'abord un praticien majeur ; et par exemple il voulut contre vents et marées la conquête du Tonkin. La lutte anti-coloniale immédiate et acharnée de ces « races inférieures » asiatiques, donc colonisables, les deux guerres majeures du 20^e siècle (guerre d'Indochine, finie en 1954, du Vietnam, finie en 1975) par lesquelles cette lutte se termina, disent assez le haut droit et degré de criminalité d'État contre l'humanité, derrière chaque bon colon français d'en bas formé au métier de la grandeur et de l'honnêteté, du devoir supérieur de civilisation, par l'école publique laïque et gratuite de la République.

Pourquoi, de grâce, alors ceci ? À Calais, à l'entrée de la « Jungle », de la grande ville-campement de migrants, un Centre d'accueil et d'orientation (CAO) placé, de nos jours, sous le patronage symbolique du grand homme ? D'un côté, de jeunes hommes femmes et enfants, et de l'autre, pour ces gens, tous ou presque, en fuite d'anciennes colonies ou semi-colonies (françaises ou anglaises, peu importe), les policiers et « bénévoles » d'un très officiel « accueil-orientation Jules-Ferry » : on croit rêver. Cruelle ironie du sort, simple ignorance ministérielle-préfectorale, ou cynisme humain ?

...Équarisseurs d'indigènes, incapables, en France, de saigner le moindre cochon, mais qui, devenus magistrats ou sergents-majors dans des districts fort lointains, écartèlent tranquillement des hommes, les dépècent, les grillent vivants... leur infligent des tourments qui n'ont pas de nom, pour les punir d'avoir hésité à livrer leurs femmes ou leurs derniers sous ! Et cela, c'est archi-banal, connu de tout le monde, et les démons qui font cela sont de fort honnêtes gens qu'on décore de la Légion d'honneur et qui n'ont pas même besoin d'hypocrisie. Revenus avec d'aimables profits, quelquefois avec une grosse fortune, accompagnés d'une longue rigole de sang noir qui coule derrière eux... les belles-mans, éblouies, leur mijoteront des vierges... La condition des autochtones incivilisés, dans tous les pays conquis, est le dernier degré de la misère humaine pouvant être vue sur terre. C'est l'image stricte de l'Enfer... et c'est comme cela que le Sauveur du monde est porté aux colonies [par les chrétiens].

(Léon Bloy, *Le sang du pauvre*, 1932)

un plan d'action de l'État pour le démantèlement. Ce qui me perturbe, c'est que dans les solutions il n'est pas question de : considérer ces migrants comme des Hommes avec leur dignité ; prendre en considération leurs besoins ; surtout ÉVITER les violences policières qui se font tous les soirs sur le camp. Ce qui me scandalise, c'est que l'HUMANITÉ EST EN PERDITION et on finit par trouver ça banal. »

Et enfin, le référent-liberté du 12 octobre au TA de Lille (résumé) :

« Liberté, Égalité, Fraternité. Ces principes avaient une portée universelle pour les pères de la révolution française. L'interdiction prononcée par le préfet fait suite à des orientations politiques tendanciellement contraires aux valeurs de la République. En 2002, Mr Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, démantelait le hangar de Sangatte qui abritait 1500 migrants. Ce démantèlement ne prévoyait aucun plan de relogement pour les migrants ainsi jetés à la rue. Depuis Sangatte, les élites au pouvoir ont systématisé ces erreurs jusqu'à la détérioration de la situation actuelle. Prenant pour un mouvement populaire ce qui n'était qu'un rejet de la classe politique, les élites ont pris les thèses de la droite extrême pour curseur de leurs décisions politiques. Cela ne pouvait se faire qu'au détriment des valeurs républicaines réelles auxquelles le peuple français a montré son attachement dans son histoire. C'est dans ce contexte alarmant que la préfète a interdit, s'appuyant sur l'état d'urgence, la manifestation du 1^{er} octobre et qu'elle interdit à présent le rassemblement du 14, deux actions de solidarité aux migrants.

L'état d'urgence suspend le contrôle a priori du juridique sur l'administratif et les garanties constitutionnelles qui s'y rapportent, il ne peut donc perdurer sans risque de compromettre l'État de droit. La loi de 1955 décrétant l'état d'urgence fut la conséquence d'événements d'une gravité exceptionnelle, qui n'avaient rien de comparable à ceux de ces jours-ci, elle ne peut s'appliquer dans le cas d'espèce. L'actuelle loi sur l'état d'urgence a été motivée par les attentats meurtriers qui ont endeuillé le pays et ne peut s'appliquer non plus.

La préfète craint un affrontement entre les participants et les groupuscules identitaires présents sur Calais. Cela pose effectivement une question de maintien de l'ordre public par la puissance publique. Ne serait-ce pas la préfète elle-même qui porte atteinte à l'autorité de l'État en ne réprimant pas ces groupes de la droite extrême qu'elle qualifie de violents dans son arrêté et qui sont fauteurs de troubles à l'ordre public ? Pire, elle interdit aux personnes solidaires des migrants de s'exprimer donnant ainsi implicitement raison aux fauteurs de troubles. En interdisant ce rassemblement, la préfète porte une atteinte grave et disproportionnée à la liberté de s'exprimer et de le manifester publiquement.

Le rassemblement du 14 octobre se veut l'ex-

pression de la solidarité avec les réfugiés de pays en guerre et en butte, ici, à l'apartheid voulu par la classe politique. En effet, c'est le représentant de l'État en accord avec les autorités locales qui a obligé les migrants à se rendre, en les chassant du centre ville, dans ce lieu [la jungle] où s'est créée une véritable petite ville où cohabitent des populations différentes, avec ses commerces, ses écoles, ses règles de fonctionnement. Ces gens contraints et forcés ont ainsi bâti une société humaine. C'est le message de solidarité avec cette société humaine en souffrance, expression concrète de la Fraternité inscrite sur les frontons de nos mairies, que veut apporter le rassemblement du 14. »

De Calais à Paris, pour finir. Et pour faire honneur au bon sens ; lequel (comme tout ce qu'il y a en France de potaches sait fort bien) « est la chose du monde la mieux partagée ». Sauf à la tête de l'État. Où l'on croit que nier la lumière en plein midi suffit à créer l'évidence, et tout est réglé. La lecture de ces quelques scènes vues et vécues nous a montré que l'état d'urgence, proclamé dans la foulée des attentats du 13 novembre, sert en fait, au gouvernement, d'instrument de guerre sociale interne pour écraser les mouvements des travailleurs et des migrants.

Apprentis sorciers de l'État policier ? Peut-être, peut-être pas. Il y a derrière, en tout cas, la multiforme, monolithique machine d'un État dont le changement ne s'improvise pas. Quoi d'étonnant à ce que, témoins de leur force imposée à l'ensemble du corps social, des policiers éblouis en aient entrevu l'étendue, et demandent, du coup, davantage de répression et le pouvoir de tuer impunément, de fait et de droit ? C'est la base de puissance de toute dictature.

Le fond de psychologie de masse de tout populisme exige qu'on flatte le bon peuple et qu'on crée et développe les conditions du sentiment de sa supériorité (nationale). En France, aucun accueil des migrants n'existe. On les laisse à la rue, s'entasser et croupir, puis quand le tout est devenu invivable pour tout le monde, alors, tambour battant, on vole à grands frais au secours à la fois des personnes mises en danger et du peuple excédé par ces déchets humains amoncelés, et l'on baptise ce nettoyage social urbain d'accueil humanitaire. On sait par quoi un tel « accueil » s'est toujours soldé : échec complet en l'espace de quelques jours, alors même que le nombre des « accueillis » n'était que de quelques centaines. Maintenant il y en a dix-mille et davantage...

Dans la jungle, tout un ensemble de rapports entre êtres humains s'était établi. Pour couvrir son crime d'élimina-

tion de toute une société humaine née à l'écart, il fallait, à l'État français et aux fanfares du régime, l'évidence d'un accueil-secours humanitaire. Pour preuve de la bonté de Calais, il fallait celle de Paris sous les yeux du monde. Flandres-Stalingrad a été la conclusion de Calais. Et ses quatre mille hommes et femmes « soulagés » d'être évacués, par un temps glacial, d'un camp de rue à l'abandon, sans eau ni rien au gré des rafles, ont été le pendant « à visage humain » des déportés de la jungle.

Il faudrait abolir le permis de séjour. Ce permis de séjour est la peine de mort de notre temps, c'est une nouvelle forme d'esclavage pour les gens qui arrivent. ... La mobilité internationale est un droit humain. Une personne ne peut pas mourir car un pays refuse de l'accueillir. ... Les gens qui me disent « Vous êtes fou ! », je leur réponds : « Non, je ne suis pas fou, je pense au futur ! » ... C'est la marginalisation, l'ostracisme, qui sont un problème. ... J'ai honte d'être européen, quand on voit le sort qui est fait aux migrants. ... Nous sommes responsables d'un génocide en mer Méditerranée.

[Pour une fois ce n'est pas la Voix des sans-papiers qui parle ainsi, mais un personnage officiel, le maire de Palerme, chef-lieu de la Sicile et grande ville italienne : propos parus dans le monde.fr, 11-10-2016. – Et le maire de poursuivre :]

Aujourd'hui, en France, les migrants ne pensent pas avoir trouvé leur nouvelle maison. Il y a un vrai problème, car, si je ne pense pas être chez moi, pourquoi me lèverai-je pour défendre une maison qui n'est pas la mienne ? Je ne défends pas la maison où je pense qu'il ne m'est pas possible de vivre, je ne défends pas la maison de mon ennemi. ... C'est la situation dans laquelle est bloquée la France. Je ne comprends pas pourquoi la France a changé. Parlez mal de Palerme, de sa mafia, mais en même temps, s'il vous plaît, parlez mal de la France ! ... Il faut que la France change de position sur les migrants. ... Comment peut-on penser pouvoir vivre dans un monde qu'on dit globalisé sans une mobilité des êtres humains ? Les migrants ont donné un visage à la globalisation, parfois triste, parfois heureux, mais ils ont donné un visage. Avant, la globalisation était égoïste, financière. Aujourd'hui il faut remercier les migrants pour avoir donné un visage à cette globalisation.

(UNE AUTRE FRANCE, NOTRE FRANCE)
**J'ai voulu des jours sans victoire
Où seul l'amour s'acclimatât.
Mon travail suffit à ma gloire,
Et ma peine est tout mon combat.
Je ne veux l'honneur ni le bât,
Et n'ai désir d'or ni de terre.
Lors, pourquoi ferais-je un soldat,
Puisque je ne fais pas la guerre ?**
(Georges Pioch, 1931)